

ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**

Nombre de Conseillers :

En exercice : 48

Présents : 43

Séance du :

15 juin 2021

Date de publication :

23 juin 2021

L'an deux mille vingt et un, le quinze juin à dix heures, le Conseil communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 9 juin 2021, s'est réuni à la communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

PRESENTS :

MASQUELIER Frédéric - RACHLINE David - BOUDOUBE Paul - CAYRON Jean - REGGIANI Jean-Paul - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - BOUVARD Martine - DECARD Guillaume - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - BESSERER Christian - CHIODI Josiane - DELAUNAY KAIDOMAR Françoise - SOLER Annie - HUMBERT Cédric - LOMBARD Danièle - PETRUS BENHAMOU Martine - JEANPERRIN Brigitte - LONGO Gilles - LEROY Carine - BARKALLAH Nassima - CHIOCCA Christophe - PLANTAVIN Christelle - PERONA Patrick - LAUVARD Sonia - SARRAUTON Thierry - CREPET Sandrine - KARBOWSKI Ariane - BRENDLE Karen - BONNEMAIN Emmanuel - SERT Richard - MARTY Nicolas - RAMI Hafida - BLANC Sylvie - BOYER Max - GRILLET Maxime - CORDINA Pierre - PECOUL Christopher - FABRE Julien - DEMONEIN Caroline - TISSIER Ken .

REPRESENTES : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : BARBIER Jean-Louis donne procuration à PERONA Patrick - DEBAISIEUX Jean-François donne procuration à MASQUELIER Frédéric

NON REPRESENTES : FRADJ Laurence - POUSSIN Julien - CURTI Fabrice.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. PECOUL.

FONCTION PUBLIQUE

*

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

*

- N° 97 -**AR Prefecture**

083-200035319-20210623-C_20210615_97-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

M. BOUDOUBE, Vice-Président, expose :

Compte tenu du départ d'un directeur général adjoint par voie de mutation, il est prévu, parallèlement à une réorganisation des actuels pôles, de recruter un nouveau directeur général adjoint. Ce cadre supérieur sera titulaire du grade d'administrateur et détaché dans l'emploi fonctionnel susvisé vacant au tableau des effectifs.

Par ailleurs, l'adjointe du directeur des Finances ayant fait valoir ses droits à la retraite, il y a lieu de la remplacer. Après appel à candidatures, la commission de recrutement a validé la candidature d'un adjoint des cadres de classe exceptionnelle de la fonction publique hospitalière, correspondant au grade de rédacteur principal de 1ère classe dans la fonction publique territoriale.

En outre, il était prévu, pour remplacer un autre départ dans le secteur administratif, de recruter un adjoint administratif principal de 2e classe. Il s'agit au final d'un agent titulaire du grade d'adjoint administratif. Il convient donc de supprimer un poste d'adjoint administratif de 2e classe et de créer un poste d'adjoint administratif.

Enfin, dans le cadre d'une politique active et partiellement mutualisée en matière d'archives, il est prévu le recrutement d'une aide archiviste, sur le grade d'adjoint du patrimoine. Il convient donc de créer ce poste et de mettre en place le régime indemnitaire correspondant à ce cadre d'emplois, qui jusqu'ici n'existait pas au sein des effectifs.

Il est donc proposé de modifier le tableau des effectifs comme suit :

GRADE	ANCIEN EFFECTIF	CREATION	NOUVEL EFFECTIF	OCCUPE	LIBRE
ADMINISTRATEUR	00	01	01	00	01
REDACTEUR PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	04	01	05	04	01
ADJOINT ADMINISTRATIF	21	01	22	21	01

GRADE	ANCIEN EFFECTIF	SUPPRESSION	NOUVEL EFFECTIF	OCCUPE	LIBRE
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	13	01	12	12	00
ATTACHE HORS CLASSE	03	01	02	02	00

Emploi non permanent recruté dans les conditions fixées à l'article 3-I-1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

GRADE	ANCIEN EFFECTIF	CREATION	NOUVEL EFFECTIF	OCCUPE	LIBRE
AR Prefecture ADJOINT DU PATRIMOINE	00	01	01	00	01

083-200035319-20210623-C_20210615_97-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

Concernant le régime indemnitaire applicable au cadre d'emplois des adjoints du patrimoine, il est rappelé que celui-ci est le RIFSEEP, qui se compose de deux éléments, l'IFSE et le complément indemnitaire, qui sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités de même nature à l'exception de celles énumérées par arrêté ministériel (art. 5 décret n°2014-513 du 20 mai 2014).

L'IFSE est versée en tenant compte du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les fonctionnaires. Ces fonctions sont classées au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants (art. 2 décret. n°2014-513 du 20 mai 2014) :

- fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception
- technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions
- sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Le complément indemnitaire (C.I.) tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, appréciée au moment de l'évaluation ou de la notation (art. 4 décret. n° 2014-513 du 20 mai 2014).

Instauration de l'IFSE :

Groupe	Fonctions /Emplois	Montants minimaux annuels de l'IFSE	Montants maximaux annuels de l'I.F.S.E.	
			Non logé	Logé par nécessité absolue de service
Adjoint du patrimoine				
1	Chef d'Equipe, responsable	0 €	11 340 €	7 090 €
2	Agent d'exécution	0 €	10 800 €	6 750 €

Instauration du CI :

Groupe	Montants minimaux annuels du CI	Montants maximaux annuels du CI
Adjoint du patrimoine		
1	0 €	1 260 €
2	0 €	1 200 €

A la suite de cet exposé,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

AR Prefecture

083-200035219-20210623-C_20210615_07-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction Publique d'Etat,

VU le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

VU la circulaire RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative au RIFSEEP dans la fonction publique d'Etat,

VU le tableau des effectifs existant,

VU l'avis de la commission des assemblées,

Le Conseil communautaire est invité à :

APPROUVER la modification du tableau des effectifs telle que proposée ci-dessus.

APPROUVER la mise en place du RIFSEEP pour le cadre d'emplois des adjoints du patrimoine.

DIRE que les dépenses en résultant sont inscrites au budget primitif de l'exercice 2021 au chapitre 012.

Monsieur le Président invite le Conseil communautaire à délibérer.

LE CONSEIL,

APRES avoir entendu l'exposé de **M. BOUDOUBE, Vice-Président,**
ET A LA DEMANDE de M. LE PRESIDENT,
APRES en avoir délibéré,

À L'UNANIMITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRESENTÉS, ADOPTE LE RAPPORT PRÉSENTÉ.

FAIT et DELIBERE en séance les jours, mois et an que dessus.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président

Frédéric MASQUELIER

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_97-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021